



# PREMIÈRE CONFÉRENCE AFRICAINE SUR **L'APPRENTISSAGE** **ET L'ÉDUCATION DES ADULTES** **(AEA)**

L'Education des Adultes pour une Transition Juste : l'AEA comme clé du développement communautaire

*30 - 31 octobre 2024, Le Cap, Afrique du Sud*

**Rapport de la Conférence**  
**Novembre 2024**

# Table des matières

RESUME EXECUTIF.....	2
CEREMONIE D'OUVERTURE.....	6
DISCOURS D'OUVERTURE : L'EDUCATION DES ADULTES ET LA TRANSITION JUSTE.....	7
PLATEFORME NUMERIQUE MOJA .....	15
PRESENTATION : LES CENTRES D'APPRENTISSAGE COMMUNAUTAIRES COMME CLE DU DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE.....	17
EXPLORER LES THEMES DE L'AEA .....	23
PRESENTATION : AGRICULTURE, CHANGEMENT CLIMATIQUE ET AEA .....	24
PRIORITES REGIONALES ET AFRICAINES EN MATIERE D'AEA.....	29
EXPLORATION DES THEMES AEA – PRESELECTION.....	31
QUELQUES CONSIDERATIONS .....	32
CEREMONIE DE CLOTURE.....	35
ANNEXE A : DECLARATION DE LA CONFERENCE .....	36
ANNEXE B : PROGRAMME DE LA CONFERENCE .....	38
ANNEXE C : PARTICIPANTS A LA CONFERENCE .....	40
ANNEXE D : LIENS VERS LES PRESENTATIONS DE LA CONFERENCE .....	41



# Résumé exécutif

Ce rapport fournit un compte rendu de la **Première Conférence sur l'Apprentissage et l'Education des Adultes en Afrique (AEA)**, organisée par DVV International au Cap, en Afrique du Sud, du 30 au 31 octobre 2024, reconnaissant sa contribution potentielle à l'avenir de l'AEA en Afrique dans le contexte d'une transition juste. Il propose également des commentaires sur certaines des conclusions de la conférence en vue de stimuler le débat sur l'éducation et la formation des adultes en Afrique et d'enrichir l'ensemble des travaux existants aux niveaux national, régional et continental. La conférence a donné lieu à de nombreuses interventions et contributions intéressantes qui pourraient facilement justifier un rapport plus long. Cependant, dans un souci de brièveté, nous avons essayé d'être concis dans le corps du rapport. Le terme AEA (Apprentissage et Education des Adultes) est utilisé dans le rapport comme synonyme de termes connexes tels que l'éducation des adultes et l'alphabétisation.

La conférence, intitulée *Education des Adultes pour une Transition Juste : l'AEA comme Clé du Développement Communautaire*, a réuni des représentants de 16 pays africains, dont l'Algérie, le Bénin, le Botswana, le Cameroun, l'Éthiopie, le Malawi, le Mali, le Maroc, le Mozambique, le Nigéria, l'Afrique du Sud, la Tanzanie, la Tunisie, le Tchad, le Togo et l'Ouganda, ainsi que l'Allemagne.

Il comprenait trois présentations : l'Education des Adultes et la Transition Juste, les Centres d'Apprentissage Communautaires en tant que Clé du Développement Communautaire et de

l'Agriculture, le Changement Climatique et l'AEA. Tous les sujets ont suscité un vif intérêt et suscité des réponses de la part des délégués de la conférence, un aperçu des expériences et des réalités contextuelles qui sous-tendent l'AEA sur le continent africain.

Ces présentations ont été équilibrées avec le travail de groupe, qui a engagé les délégués à la conférence à fournir une orientation pour l'avenir de la plate-forme numérique MOJA pour l'éducation des adultes, et à aider à explorer des domaines prioritaires communs pour les programmes AEA en Afrique, tout en se concentrant sur leurs priorités nationales. Les priorités régionales ont également été exposées, offrant une vision nuancée de leurs besoins distincts ainsi que de leurs points communs.

## RESUME DES PRINCIPAUX RESULTATS

La conférence a demandé aux participants d'interroger certains domaines essentiels pour l'AEA Africain. Cela a été réalisé grâce à divers travaux et discussions de groupe, inspirés par les présentations et les tables rondes susmentionnées. Les résultats, qui sont examinés plus en détail ci-dessous et dans les annexes, se répartissent dans les principales catégories suivantes :

- Intrants pour la plateforme numérique MOJA ;
- Exploration d'une vaste liste de thèmes d'AEA, visant à identifier plusieurs axes pertinents pour l'AEA ;
- Interroger les préférences régionales et les sujets d'AEA ;
- Identifier une liste restreinte des principaux thèmes d'AEA Africains.

## LA PLATEFORME MOJA

Les participants ont fourni des contributions sur les activités qu'ils aimeraient voir MOJA faire à l'avenir, ainsi que le partage d'idées sur la façon dont ils peuvent devenir des membres plus actifs de la communauté MOJA. L'exercice a permis d'obtenir les informations suivantes :

1. Les membres ont proposé un large éventail d'activités auxquelles la plateforme MOJA peut participer ;
2. Il y a un souhait général que MOJA se concentre davantage sur ses activités ;
3. Certaines des suggestions concernaient des activités que MOJA mène déjà. Cela suggère que ces activités doivent être mieux diffusées (par divers canaux) afin que les gens en soient plus conscients ;
4. Une communication continue est nécessaire sur le mandat exact de la plateforme MOJA afin que les membres sachent exactement ce qui en fait partie et ce qui est plus difficile à répondre.

Les domaines thématiques généraux qui ont fait surface comprenaient : la Diversification du Contenu ; le Plaidoyer ; le Soutien à l'Education des Adultes ; la Coopération et la Collaboration Continentales ; la Sensibilisation ; l'Inclusion de plus de langues et la Numérisation. Le large éventail de sujets proposés sera analysé plus en détail compte tenu du souhait que MOJA devienne également plus ciblé. La communication et l'engagement sont les pierres angulaires des activités de MOJA, et tant qu'elles sont en cours, MOJA doit continuer à repenser la façon

dont il interagit avec les gens afin qu'ils soient atteints par divers moyens.

Les participants ont également montré une forte volonté de s'impliquer aux niveaux national et régional dans les activités de MOJA. Un engagement stratégique est nécessaire pour impliquer davantage les membres au niveau national, afin qu'ils attirent d'autres personnes à rejoindre la communauté MOJA.

## UNE LONGUE LISTE DE SUJETS d'AEA

En groupes, les participants ont exploré et discuté d'un large éventail de thèmes d'AEA. Cet exercice visait à révéler le large éventail de thèmes de l'AEA (qui pourraient plus tard être présélectionnés). On a pu tirer quelques conclusions intéressantes :

1. La liste des sujets de l'AEA qui intéressent et préoccupent les praticiens est vaste ;
2. L'AEA a le potentiel d'être efficace dans un large éventail de domaines. Il est multisectoriel.

La liste des sujets générés était vaste et a donné les 10 principaux thèmes généraux suivants, sous lesquels de nombreux autres sujets connexes ont été regroupés pour faciliter l'analyse : *Plaidoyer pour l'AEA ; Agriculture ; Changement climatique ; Économie politique de l'Éducation des Adultes ; Jeunesse ; Compétences professionnelles ; Numérisation ; Littératie financière ; Entrepreneuriat et Éducation pénitentiaire*. Cette liste ne nie en rien l'importance d'autres sujets qui ont émergé des discussions (non inclus ici). Au contraire, cela a permis aux participants de s'engager dans la grande diversité des sujets de l'AEA et d'examiner plus avant son application à une variété de situations et de contextes.

## PRIORITES REGIONALES

Les participants se sont réunis en groupes régionaux pour examiner la longue liste de sujets AEA à travers une lentille régionale, et examiner quels sujets sont les plus pertinents et les plus importants pour leur travail et leur contexte. Il s'agissait d'un exercice important qui reconnaissait les différentes priorités régionales, qui peuvent varier considérablement d'un contexte à l'autre. Il était également important pour MOJA de comprendre les différentes préférences régionales. Cela peut aider à éclairer la planification et à mieux répondre à chaque région africaine à l'avenir. Les préférences régionales complètes sont indiquées dans le tableau ci-dessous.

## PRESELECTION DE SUJETS D'AEA

La conclusion logique à la suite des exercices susmentionnés a été de présélectionner les sujets d'AEA – sur la base des listes longues discutées. Cela a donné les 3 principaux sujets suivants :

1. Agriculture ;
2. Politique économique de l'éducation des adultes ;
3. Numérisation.

Encore une fois, il va sans dire que tous les sujets d'AEA abordés sont importants. Ce « top 3 » n'est pas destiné à représenter une liste définitive. Il était destiné à être provocateur et à stimuler le débat entre les participants sur leur accord ou non avec la sélection. Quelques conclusions intéressantes ont émergé de cet exercice qui ont été renforcées par les discussions générales au cours des deux jours de la conférence.

Le terme « économie politique de l'éducation » peut ne pas plaire à tout le monde. D'autres sujets interchangeables (tels que le développement) pourraient être plus attrayants. . Ce sujet est très large et nous devons sélectionner la langue avec laquelle les parties prenantes sont le plus susceptibles de s'engager.

L'AEA a émergé de racines libératrices qui étaient au service des communautés. Cependant, aujourd'hui, cela a été dépassé par un paradigme qui donne la priorité à une approche des ressources humaines. L'accent est mis sur une vision instrumentaliste dans laquelle l'AEA est subordonnée aux intérêts économiques. Ces intérêts sont souvent en conflit avec les communautés et exacerbent des facteurs tels que la pauvreté, l'insécurité alimentaire et la dégradation de l'environnement. Il est nécessaire de redécouvrir et de promouvoir ces racines libératrices.

Certains des sujets identifiés entrent dans la catégorie des thèmes transversaux. Des domaines tels que le genre, la jeunesse, le changement climatique et le plaidoyer général pour l'AEA peuvent être considérés comme transversaux et devraient être intégrés dans toutes nos autres activités d'AEA.

Nous vivons à une époque où le mot « polycrise » est souvent utilisé. Il s'agit du large éventail de crises (par exemple, la guerre, les inondations, les sécheresses, etc.) qui affectent les populations. L'impact de ces crises est plus grave dans certaines régions géographiques que dans d'autres et tend à avoir un impact disproportionné sur les populations vulnérables. L'AEA ne peut pas ignorer ces crises et devrait jouer un rôle actif dans leur atténuation et leur résolution.

## JOUR 1

La facilitatrice, Grischelda Hartman, a souhaité la bienvenue à tout le monde à la *Première Conférence Historique sur l'Education des Adultes en Afrique* et a remercié les participants de 16 pays Africains et d'Allemagne qui se sont réunis pour partager des pratiques, des expériences et des idées africaines afin de contribuer à façonner l'avenir de l'AEA et son rôle dans une transition juste.

# Cérémonie d'ouverture

Esther Hirsch, Directrice Adjointe de DVV International (Allemagne), et David Diale, Directeur en Chef de l'Education, de la Formation, du Développement et de l'Evaluation – DHET (Afrique du Sud), représentant Mme Thembisa Futshane, Directrice Générale Adjointe de l'Education et de la Formation Communautaires au Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Formation, ont présidé la cérémonie d'ouverture. Ils ont souhaité la bienvenue aux délégués et remercié DVV International d'avoir accueilli la conférence.

David Diale a noté que la conférence était essentielle pour le Département Sud-Africain de l'Enseignement Supérieur et de la Formation (DHET), qui était impatient de tirer des enseignements des résultats, en particulier sur la manière dont la transition juste, une priorité du gouvernement, pourrait être traduite dans l'éducation et la formation au sein des communautés. Il a mentionné la sensibilisation du gouvernement Sud-Africain à la fracture numérique et ses préoccupations pour s'assurer que les gens ne sont exclus par aucune stratégie de transition juste. Par conséquent, il devrait être mis en avant par un engagement démocratique et une approche inclusive.

Esther a souhaité la bienvenue aux participants des 16 pays Africains, soulignant qu'en tant que première conférence, il ne s'agissait que d'une première étape dans la construction d'une relation plus forte pour l'AEA. Elle a souligné que si plus de 30 réseaux nationaux existent sur le continent, ils sont principalement axés sur l'enseignement primaire, très peu travaillant dans le secteur de l'AEA. Il en résulte un sentiment d'isolement, un manque d'échange et la sous-représentation des voix africaines pour l'AEA sur la scène mondiale. Le continent africain est confronté à de nombreux défis tels que la migration, le populisme, la réduction des espaces d'échange et de discussion, le changement climatique et l'insécurité alimentaire. Elle a déclaré qu'AEA a un rôle important à jouer dans l'atténuation et la résolution de ces sujets et a exprimé l'espoir que cette conférence sera une étape significative dans ce processus.

# Discours d'ouverture : éducation des adultes et transition juste

**Ivor Baatjes, Directeur Exécutif du Canon Collins Trust, Afrique du Sud**



Ivor Baatjes a présenté sa présentation sur *l'éducation des adultes et la transition juste* en citant Quinton Sankofa, ouvrant la voie à une discussion fructueuse, engageante et solide.

*« La transition est inévitable. La justice n'est pas impartiale. »*

Il a souligné que le monde était dans une phase de transition, mais pas nécessairement *juste*. Il a demandé comment l'éducation des adultes pouvait garantir que la transition est juste et a

exhorté tout le monde à examiner les relations entre l'éducation des adultes (EA), l'apprentissage tout au long de la vie (ALV) et la transition juste (TJ).

Ce document posait les questions suivantes :

- Comment pouvons-nous renforcer la sensibilisation et la conscience critique au sujet de la transition juste au sein de la communauté/du mouvement plus large de l'éducation des adultes ?
- Comment construisons-nous la solidarité avec nos collègues de la société civile, en particulier les mouvements syndicaux/d'éducation des travailleurs ?
- Comment pouvons-nous renforcer l'éducation, l'engagement et la pratique communautaires pour une transition juste ?

Peignant une image du contexte dans lequel ces discussions ont lieu, il a utilisé trois citations, illustrées dans le graphique 1 ci-dessous et a demandé aux participants de considérer ce qui suit :

- Une ère de polycrise nous oblige à réfléchir à la façon dont « nous passons à un endroit où nous vivons dans la paix et la démocratie de fond, où la citoyenneté prospère et où nous pouvons répondre aux divers besoins des gens » ;
- Notre modèle économique est en guerre avec les communautés, ce qui conduit à la nécessité d'examiner quels modèles économiques pourraient le mieux conduire au type de monde dans lequel nous voulons vivre ;
- Comment construisons-nous une solidarité et une praxis éduquée et collective pour le genre de sociétés dans lesquelles nous voulons vivre ?



FIGURE 1. IVOR BAATJES - DIAPOSITIVE 4

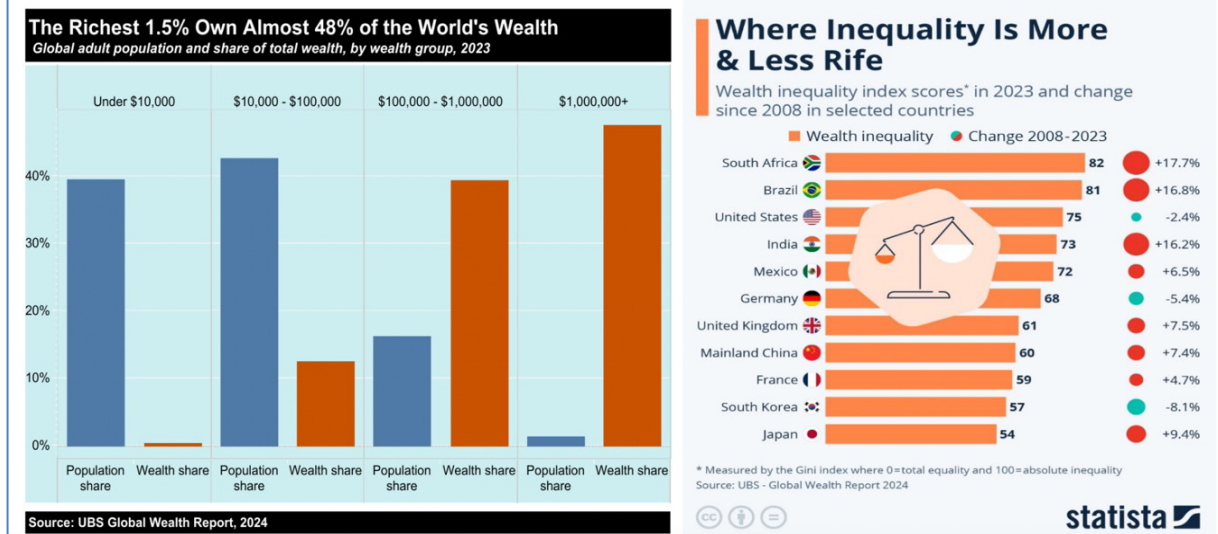
## Inégalités mondiales et risques écologiques

Le lien entre l'inégalité mondiale et la crise écologique est un point de départ important pour souligner à quel point l'inégalité et la répartition inégale des richesses constituent un obstacle à une TJ.

Le point clé de cette répartition inégale de la richesse (illustrée dans le graphique 2 ci-dessous) est son association avec les émissions mondiales, qui est considérée comme le principal responsable du changement climatique et de la crise écologique. Les 10 % les plus riches sont responsables de 50 % des émissions, tandis que les 50 % des plus pauvres ne contribuent qu'à 8 %. La richesse combinée des 10 personnes les plus riches équivaut au PIB de 15 pays d'Afrique, et l'écart entre les plus riches et les plus pauvres augmente.

Nous sommes déjà dans les zones de danger pour quatre des neuf indicateurs de limites planétaires (voir graphique 3 ci-dessous). L'eau, par exemple, est déjà à risque. Des mesures doivent être prises de toute urgence pour tenter d'inverser ces risques. La science nous dit que la terre a la capacité de se régénérer. Mais la fréquence croissante des événements météorologiques extrêmes est évidente, et le temps pour la terre de se régénérer se raccourcit.

# Global Uneven Distribution of Wealth



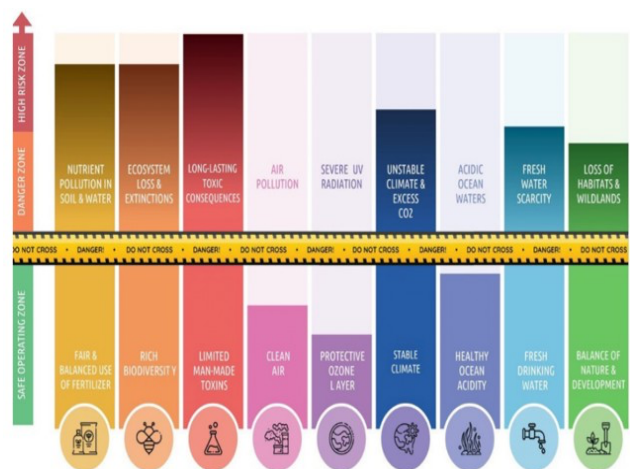
Graphique 2. IVOR BAATJES - DIAPOSITIVE 5 1

## La polycrise

Les actions humaines désynchronisent l'ensemble de l'écosystème planétaire. Les populations du continent africain, qui contribuent le moins au changement climatique, sont parmi les plus vulnérables. Des millions d'Africains souffrent d'insécurité alimentaire et de sécurité de l'eau réduite et, par exemple, sont plus susceptibles de mourir dans des inondations. Cela illustre pourquoi nous devons nous engager de manière plus urgente dans la transition juste.

## Planetary Boundaries: Safety, Danger, & Risk (2024)

- **Climate Change:** Refers to the changes in global climate patterns due to human activities, primarily the emission of greenhouse gases.
- **Biosphere Integrity:** Concerns the loss of biodiversity and ecosystems, impacting Earth's resilience and ability to support human life.
- **Land-System Change:** Involves the alteration of terrestrial ecosystems through deforestation, urbanization, and agriculture, affecting biodiversity and climate regulation.
- **Biogeochemical Flows:** Refers to the disruption of nitrogen and phosphorus cycles due to fertilizers, impacting water quality and ecosystem health.
- **Freshwater Use:** Concerns the overuse and mismanagement of freshwater resources, leading to scarcity and affecting ecosystems and human societies.
- **Ocean Acidification:** The increase in ocean acidity due to CO<sub>2</sub> absorption, harming marine life and ecosystems.
- **Atmospheric Aerosol Loading:** Involves the presence of microscopic particles in the atmosphere from pollution, affecting climate and human health.
- **Stratospheric Ozone Depletion:** Refers to the thinning of the ozone layer caused by chemicals like CFCs, increasing harmful UV radiation on Earth.
- **Novel Entities:** Encompasses the introduction of new substances like plastics, chemicals, and radioactive materials into the environment, with unknown long-term effects.



Graphique 3 : IVOR BAATJES - DIAPOSITIVE 8 1

## La transition juste

Les communautés peuvent lire leur contexte, mais on ne sait pas dans quelle mesure elles comprennent la transition juste. Une enquête sur la Transition Juste menée auprès des travailleurs a montré que :

- 35 % connaissaient le terme et en avaient entendu parler ;
- 11% savent ce que c'est ;
- 53 % n'ont pu en fournir qu'une brève explication ;
- 20 % y étaient engagés et estimaient qu'une transition juste devrait faire partie de ce qu'ils font ;
- 42 % des syndicats n'avaient jamais eu de discussion interne à ce sujet ;
- 47 % en ont discuté.

Il est donc nécessaire que les communautés aient un engagement plus détaillé autour de la transition juste. Par exemple, un rapport récemment publié sur la transition juste en Afrique se concentre sur le type d'Afrique que nous voulons (<https://justtransitionafrica.org>). L'étude reconnaît que le développement socio-économique devrait être encadré par des valeurs, des cultures et une résilience endogènes. Il recommande également que nous devions, *entre autres* :

- Définir les besoins fondamentaux, la suffisance et la solidarité comme priorités fondamentales de la transition juste ;
- Centrer le féminisme, l'équité et la justice sociale au cœur de la transition juste ;
- Renforcer l'autonomie et permettre la diversification économique ;
- Respecter les limites environnementales ;
- Naviguer habilement dans la géopolitique ;
- Adopter la transformation structurelle et le changement des systèmes.

Il existe plusieurs points de convergence avec la Conférence de la CONFINTEA et le Cadre d'Action de Marrakech, dont certains sont mis en évidence ci-dessous.

- L'importance d'aller vers l'équilibre écologique et de construire une coexistence harmonieuse avec la nature ;
- La nécessité de se pencher sur la justice socio-économique pour tous ;
- Droits aux services et ressources de base nécessaires à la vie (les communs) ;
- Souveraineté alimentaire, eau, air.

<b>Points of Convergence</b>  (Civil Society – COP 29; Ecofeminist	<ul style="list-style-type: none"><li>• Ecological balance – a harmonious co-existence with nature</li><li>• Social and economic justice for all</li><li>• Collective right to Commons to support human reproduction</li><li>• Right to basic services and resources necessary for life (Commons)</li><li>• Food sovereignty, clean water and air</li><li>• Socialised renewable energy which benefits women</li><li>• Right to lives free of systematic violence</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Solidarity with and between people in struggle</li><li>• Respect different forms of people's resistance and unifying struggles across rural &amp; urban divide</li><li>• Acknowledging, valuing and redistributing care work</li><li>• Participatory democracy -- collective democratic horizontal leadership in our movements, organisations and collectives</li><li>• Individual and collective self determination</li><li>• Respect for community territories and customary rules of decision making/use</li></ul>
--	---	---

Graphique 4 : IVOR BAATJES - DIAPOSITIVE 14 1

## **Apprentissage et Education des Adultes, Apprentissage Tout au Long de la Vie et Transition Juste**

Le rapport 2020 du PNUD intitulé *The Next Frontier : Human Development and the Anthropocene (HRD 30)* reconnaît que nous sommes dans une transition et que l'Education des Adultes doit jouer un rôle dans cette transition.

La section intitulée « Autonomiser les gens, déclencher la transformation » souligne l'importance de l'éducation et identifie les moyens par lesquels l'action catalytique peut se répercuter dans la société, aidant à changer les normes et à donner aux gens les moyens d'agir en fonction de leurs valeurs. Il indique en outre que « l'éducation et l'apprentissage tout au long de la vie ont contribué à la formation de valeurs qui soutiennent l'idée de gestion de la planète » (PNUD 2020).

Cependant, l'apprentissage tout au long de la vie n'apparaît qu'une seule fois dans le document, ce qui suggère que les auteurs ne voient aucune valeur dans l'apprentissage tout au long de la vie (ALV) pour une transition juste. Il ne dit rien sur la façon de s'engager dans des systèmes économiques qui marginalisent les gens et bloquent la pleine participation à la société. Il est également très peu fait mention de la contribution apportée par la société civile. L'éducation des adultes est encadrée en termes d'utilité dans le renforcement des compétences pour l'économie verte. Il n'y a aucun reflet du rôle de l'AEA dans la gestion des réalités vécues et de la douleur et de la souffrance auxquelles les êtres humains sont confrontés au sein des communautés. Il y a donc une grande lacune dans le document. Compte tenu du statut de l'ONU et de l'importance de documents tels que ceux-ci dans la détermination de la politique gouvernementale et étant donné que l'AEA a un rôle important à jouer dans la transformation socio-économique, nous devons nous engager avec le document, le critiquer et proposer des alternatives aux points de vue exprimés.

Il existe différents cadres que nous avons utilisés jusqu'à présent, tels que :

- AEA et changement social ;
- AEA et durabilité ;
- AEA et développement communautaire ; et
- AEA en tant que développement.

Ce travail a été généré par des universitaires au sein de la société civile pendant des années, mais il semblerait qu'il soit largement ignoré.

La notion de *compétences* a également été mise en avant par les rapports de l'OCDE, promouvant l'idée que nous devons nous concentrer sur les compétences pour l'économie verte ; et que tout ce dont la transition juste a besoin d'AEA est la mise à niveau des compétences des personnes.

Actuellement, dans l'éducation des adultes, il y a une réapparition de l'idée d'éducation non formelle et d'espaces d'apprentissage. Les gens parlent de centres d'apprentissage communautaires (CAC) dans divers pays. Cela suggère la nécessité d'une plus grande reconnaissance que :

- L'apprentissage non formel doit être promu comme crucial dans cette transition ;
- Les environnements communautaires sont puissants pour répondre aux besoins de la communauté ;

- L'apprentissage social et l'activisme sont essentiels pour l'action communautaire située, car ils s'appuient sur l'auto-organisation et les connaissances locales.

Nous devons apprendre des communautés comment elles se fraient un chemin à travers les difficultés qu'elles rencontrent. En outre, étendre les travaux de DVV International sur la construction de systèmes d'AEA, et faisant référence à Nyere, qui a parlé de l'éducation des adultes comme d'une toile d'araignée extraordinaire avec différents brins, nous devons examiner de manière plus critique :

- La valeur de l'utilisation de la théorie des systèmes pour établir des liens très spécifiques entre les problèmes auxquels les communautés sont confrontées liés à l'alimentation, à l'énergie, à la santé, à l'eau et à d'autres thèmes transversaux ;
- L'utilisation de techniques et de stratégies pour renforcer la collaboration dans la prise de mesures collectives visant à construire des systèmes et à renforcer la solidarité entre les communautés afin de renforcer l'action en faveur de la justice sociale.

### **Proposition : Théorie des systèmes dans l'éducation des adultes pour faire progresser une transition juste**

Nous devrions nous tourner vers la théorie des systèmes dans l'éducation des adultes pour faire progresser une transition juste grâce à des programmes éducatifs. Par exemple :

- CAC dans différents contextes ou contextes collectifs dans des communautés où des questions telles que la souveraineté alimentaire et le changement social peuvent être avancées ;
- Le rôle de l'agroécologie - en raison de sa nature transdisciplinaire et de son utilisation de différents systèmes ;
- Une économie solidaire, qui utilise également des systèmes pour comprendre comment construire une économie solidaire au service des communautés.

### **Points de conclusion : Considérations pour l'avenir**

- Comment construire et renforcer des espaces communautaires dialogiques pour la création et le partage de connaissances dans les communautés ?
- Envisager des conceptions alternatives des CAC de manière à les situer dans le cadre des communautés plutôt que des agents « extérieurs/de haut en bas » « travaillant dans » ou « travaillant avec » les communautés. Les CAC ne devraient pas être mis en place pour « ce que le gouvernement veut », mais pour ce dont les gens des communautés ont besoin. Ils doivent être motivés par les besoins, les intérêts et les préoccupations des membres de la communauté. Les CAC doivent reconfigurer leur organisation interne en plaçant les besoins et l'engagement de la communauté au cœur de leurs missions. Autant que les compétences pour l'économie formelle ont leur place, ils doivent faire progresser les programmes qui répondent à ce que les membres de la communauté veulent ;
- Par conséquent, nous devrions réorienter les programmes, l'enseignement et l'apprentissage pour soutenir les questions urgentes dans les communautés ;
- Soutenir et encourager la recherche alternative et les approches éducatives tirées de la recherche transdisciplinaire et communautaire. Trop de recherches sont extractives et problématiques. Nous devons apprendre des collègues qui explorent des approches transdisciplinaires qui impliquent également des participants non universitaires dans la réflexion et la possibilité de résoudre les problèmes au sein des communautés.

*« L'AEA dans le cadre de la transition juste est une question de justice sociale. »*

## QUELQUES CONTRIBUTIONS, QUESTIONS ET COMMENTAIRES

- Comment l'éducation des adultes a-t-elle perdu sa valeur émancipatrice et l'éducation des travailleurs a-t-elle été dépassée par le développement des compétences, l'employabilité et le développement des ressources humaines ?
- Les participants ont convenu que nous devons examiner de plus près les sources du changement climatique, le fonctionnement du capitalisme et l'impact de la recherche du profit ou de l'exploitation sur les sociétés et les environnements. Le capitalisme, dans sa forme actuelle, détruit la planète et aggrave le chômage et les difficultés sociales. Dans les pays du Sud, les gens sont les moins responsables du changement climatique ;
- Dans toute l'Afrique, nous constatons que l'extractivisme de l'« économie verte » a des coûts sociaux élevés pour les communautés touchées, avec très souvent l'exploitation et les violations des droits de l'homme qui l'accompagnent ;
- Les pays africains ont-ils mis en place des stratégies et des plans pour résoudre des problèmes tels que la résilience et la capacité des adultes dans une transition juste ?
- Les CAC sont des structures importantes pour la mise en œuvre et la livraison de l'AEA ; Comment équilibrer les appels à une plus grande appropriation au niveau local avec des facteurs tels que la durabilité et l'exigence de contributions accrues de l'État ?
- Comment promouvoir des méthodes de production durables sur le plan environnemental dans des contextes agricoles où les ressources sont insuffisantes et où il est difficile de réaliser des bénéfices sur les marchés existants tout en adoptant des approches durables ?
- Les pratiques ancestrales ont beaucoup à nous apprendre sur les pratiques sociales durables, les systèmes et la solidarité dans les zones rurales.

## REPONSES

### **S'appuyant sur les traditions de libération de l'éducation des adultes**

Nous devons commencer à revisiter et à récupérer certaines des traditions plus anciennes issues des luttes de libération et des mouvements autour de l'éducation des adultes pour aider à reconstruire le projet émancipateur de l'AEA pour le changement social. Nous devons nous confronter à la façon dont le développement des ressources humaines, ou la tradition instrumentaliste, a mis de côté le travail de l'AEA à but social.

### **Contradiction dans l'« économie verte » et la transition juste**

Il y a une contradiction entre l'économie verte et la transition juste. Par exemple, l'exploitation minière est problématique, et l'EFTP est également impliqué parce que les gens sont encouragés à développer des compétences liées à l'ingénierie qui sont destructrices pour l'environnement. Nous devons nous engager dans cette contradiction et montrer que, pour créer une société plus juste, nous devons remettre en question les récits dominants.

### **Jeunes**

Les centres d'apprentissage pour adultes sont inondés par les jeunes. Les plus de 40 ans ont disparu de beaucoup de CAC, tandis que de plus en plus de jeunes, désespérés en raison des taux de chômage élevés, y assistent. Il est urgent de mettre l'accent sur le rôle des jeunes dans la transition juste.

Pour ceux qui travaillent dans l'enseignement supérieur, nous avons l'occasion de réfléchir à la manière dont nous collaborons et apprenons les uns des autres pour mettre à jour les anciennes traditions d'éducation des adultes et des travailleurs, car l'ALE dans ce pays (Afrique du Sud) est dirigée par des travailleurs non seulement des communautés, mais aussi des syndicats.

Chaque pays doit travailler dans le cadre de sa propre définition de la « jeunesse ». Oui, cela varie d'un contexte à l'autre et d'une culture à l'autre. Cependant, même au sein de ces différentes définitions, nous parlons d'un groupe cible commun de jeunes qui ont des besoins éducatifs urgents et ont un rôle important à jouer dans la transition juste.

## **Coopératives**

**L'existence de coopératives qui répondent également aux besoins des personnes en matière d'AEA ne résout pas tous nos problèmes. Alors que l'approche est plus éthique et place la propriété au sein des communautés, la liberté et les ressources pour exercer ses droits sont souvent détenues par de grandes entreprises.**

**Par conséquent, nous devons examiner l'ensemble de la chaîne de valeur et promouvoir les écosystèmes locaux et contrôlés.**

## **Stratégies de transition juste**

Sur la question de savoir si les États et les pays ont des stratégies autour de la transition juste : de nombreux gouvernements font un travail minimal, en se concentrant sur l'« économie verte », tandis que d'autres, tels que le mouvement syndical, plaident en faveur d'un changement de régime et d'un changement structurel.

## **Focus CAC**

Nous devons examiner de plus près la façon dont nous pensons aux CAC. Nous devons examiner tous les espaces dans les communautés où les gens apprennent et développent des modèles de financement gouvernementaux qui peuvent les soutenir pour soutenir l'apprentissage. Les universitaires, les militants, les syndicalistes, les travailleurs, les soignants et les militants pour le climat doivent tous travailler ensemble pour plaider en faveur d'un soutien accru du gouvernement et mettre les gouvernements au défi de calculer le coût social de *ne pas* soutenir l'éducation dirigée par la communauté.

# Plateforme digitale MOJA

David Harrington, chef de projet pour le projet continental africain de DVV International, a présenté la session sur la plateforme numérique MOJA dans laquelle les délégués en groupes ont été invités à discuter et à fournir des contributions sur les types de choses qu'ils aimeraient voir la plateforme MOJA faire et à partager comment ils peuvent devenir des membres plus actifs de la communauté MOJA. Leurs réponses sont capturées ci-dessous, agrégées en thèmes généraux.

## 1. Quel genre de choses aimeriez-vous voir MOJA faire à l'avenir ?

II. Thèmes généraux	Suggestions
<b>Diversification de contenu</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Cas de réussite/témoignages</li> <li>• Mettre l'accent sur les droits de l'homme, la durabilité, la « justice en transition », le développement communautaire, les approches participatives, la démocratisation du travail, l'autonomie, le changement climatique, la sensibilisation à l'environnement, les modes de vie et de travail alternatifs (reconnaissance des), les expériences et les défis « africains » – en lien avec des sujets concrets autour d'une transition juste et des connaissances ancestrales, la reconnaissance des connaissances issues de l'expérience vécue</li> <li>• Partager les pratiques d'excellence</li> <li>• Meilleure visibilité des actions des jeunes</li> <li>• Promouvoir l'AEA en Afrique ; mettre en lumière les actions AEA et relier l'AEA à des sujets spécifiques</li> <li>• Approche inclusive de la sélection des sujets de webinaire</li> <li>• Enregistrement et indexation des organisations</li> </ul>
<b>Plaidoyer</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Rôle actif de MOJA dans les campagnes de plaidoyer ' plaidoyer et campagne plus ciblés</li> <li>• Plaidoyer auprès des gouvernements</li> <li>• Stratégies claires de lobbying/plaidoyer</li> </ul>
<b>Soutien aux éducateurs d'adultes</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Accompagnement</li> <li>• Formation en ligne</li> <li>• Communauté de pratique en ligne</li> <li>• Améliorer les compétences des publics cibles dans l'utilisation de la plateforme MOJA</li> <li>• Flexibilité de la formation</li> <li>• Formation des éducateurs d'adultes (curricula)</li> <li>• Formations et ateliers en présentiel (si possible)</li> </ul>
<b>Coopération et collaboration Continentale</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Coopération intercontinentale par le biais d'échanges ; visites d'échange entre pays</li> <li>• Lier les praticiens-apprenants et les universités</li> <li>• Soutenir les projets nationaux en se connectant avec des experts et des praticiens</li> <li>• Engager plus de partenaires (meilleures pratiques)</li> <li>• Plus de conférences dans les autres régions</li> <li>• Résoudre les problèmes de manière coopérative</li> <li>• Engager plus de pays ; continuer à augmenter la liste des pays impliqués - impliquer tous</li> <li>• Partage d'expériences</li> <li>• MOJA est important pour la création de réseaux, l'échange et l'établissement de relations</li> <li>• Communauté d'échange et de pratique</li> <li>• De meilleurs liens avec le monde universitaire</li> <li>• Augmenter les contacts AEA</li> </ul>
<b>Sensibilisation</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Participation/visibilité à diverses rencontres internationales</li> <li>• Sensibiliser les cibles MOJA à travers l'Afrique</li> <li>• Slogan ou phrase d'accroche MOJA ; une chanson MOJA</li> <li>• Réseaux sociaux</li> <li>• Sensibiliser les gens sur la façon de publier sur MOJA</li> <li>• Clarifier le rôle des « points focaux » nationaux</li> <li>• Vidéos instructives de MOJA</li> <li>• Développer une MOJA IA : Accès à l'éducation des adultes</li> <li>• Réseaux sociaux : fournir des modèles pour aider avec le format des contributions</li> </ul>
<b>Multilingue</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Publier davantage en arabe, en portugais et dans d'autres langues</li> </ul>

II. Thèmes	Suggestions
<b>Numérisation</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Porte ouverte numérique - par pays/région ou groupe cible</li> <li>• Promouvoir l'alphabétisation numérique</li> </ul>

## 2. Quel rôle pouvez-vous jouer dans votre pays pour aider à promouvoir MOJA ?

II. Thèmes généraux	Suggestions
<b>Contribuer au contenu</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Échanger régulièrement avec MOJA pour partager des expériences</li> <li>• Contributions</li> <li>• Rédaction d'articles pour la plateforme</li> <li>• Engager les conteurs de la communauté</li> </ul>
<b>Promouvoir MOJA</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Organiser des événements dans divers pays africains</li> <li>• Organiser des points d'entrée/campagnes médiatiques pour cibler divers groupes</li> <li>• Utiliser d'autres médias sociaux</li> <li>• Sociétés nationales MOJA</li> <li>• Promouvoir l'adhésion/l'inscription à l'échelle nationale</li> <li>• Mettre en place des « MOJA Clubs » dans les universités</li> <li>• Republier les publications MOJA sur les réseaux sociaux</li> <li>• Parler de MOJA parmi nous (lors de conférences, etc.)</li> <li>• Organiser une journée MOJA</li> <li>• Encourager l'adhésion sur la plateforme</li> <li>• Accroître la visibilité du MOJA le 8 septembre (Journée Internationale de l'Alphabétisation)</li> <li>• Encourager les réseaux et associations d'utilisateurs</li> <li>• Augmenter les réseaux sociaux</li> <li>• Partager les publications MOJA</li> </ul>
<b>Collaboration avec des partenaires stratégiques</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Partager MOJA avec les groupes nationaux AEA</li> <li>• Organiser des événements semestriels pour promouvoir MOJA auprès des partenaires nationaux</li> <li>• Contacter les syndicats (et autres)</li> <li>• Inclure MOJA dans l'éducation des travailleurs</li> <li>• Partagez MOJA avec les ministères</li> </ul>

En examinant la riche liste de suggestions faites par les participants, l'équipe MOJA prendra toutes les idées en compte dans la planification future. Certaines des contributions qui ont été mentionnées sont déjà en cours par MOJA. Le niveau et la visibilité de ceux-ci seront analysés pour explorer comment ils peuvent être améliorés.

# Présentation : centres d'apprentissage communautaires comme clé du développement communautaire

**Imelda Kyaringabira, Responsable Principale de l'Alphabétisation, Ministère du Genre, du Travail et du Développement Social, Ouganda**

## **Panélistes**

- Dyson Mthawanji, Chargé de Communication, DVV International Afrique Australe, Malawi
- Said Errakib, Forum pour l'Apprentissage tout au Long de la Vie, Maroc
- Madame N'Tamak Georgette Béatrice, Directrice Nationale de l'Alphabétisation, de l'Education Non6formelle et de la Promotion des Langues Nationales, Cameroun



Imelda Kyaringabira a donné un aperçu des Centres d'Apprentissage Communautaires en tant que catalyseurs du développement en Ouganda, ce qui a suscité des réponses vivantes, des questions et des exemples de CLC dans leur propre pays de la part des panélistes et des participants.

## **CAC dans le contexte Ougandais**

En Ouganda, les CAC remontent aux années 1960 et l'accent mis par le gouvernement Ougandais sur l'alphabétisation pour accélérer le développement, partager des informations et fournir des espaces de loisirs. En 2014, le gouvernement a lancé le Programme d'Apprentissage Communautaire Intégré pour la Création de Richesse (ICOLEW), transformant les CAC en centres polyvalents avec de nouveaux programmes axés sur la prestation intégrée et l'apprentissage tout au long de la vie, tout en faisant progresser le programme gouvernemental pour le développement individuel et communautaire.

## **Établissement CAC**

Grâce à la mobilisation communautaire et à l'engagement des parties prenantes, les anciens centres communautaires ont été identifiés et mis à niveau, et le gouvernement local a affecté du personnel pour renforcer les capacités. Une analyse de la situation a permis de s'assurer

que les CAC et tous les services fournis par leur intermédiaire répondaient aux besoins urgents de la communauté.

Le graphique ci-dessous illustre la vision de l'Ouganda pour les futurs CAC et quelques exemples de CAC existantes dans trois districts destinés à être modernisés.



Graphique IMELDA KYARINGABIRA – DIAPOSITIVE 5 1

Une fois que le gouvernement aura alloué des fonds aux CAC, le nouveau modèle sera développé avec les installations standard suivantes :

- Salle de formation
- Bibliothèque/librairie/centre de ressources
- Magasin
- Bureaux
- Site de démonstration
- Exposition de produits
- Terrain de sport/espaces de loisirs
- Installations sanitaires
- Lieu d'élimination des déchets solides
- Installation d'eau (réservoir ou support de robinet ou trou de forage)
- Installation de lavage des mains (tipy-tap)
- Centre de Développement Intégré de la Petite Enfance (CDIPE)
- Salle informatique

## Couverture géographique et bénéficiaires

Le bassin versant du CAC se situe au niveau de la paroisse dans un rayon de quatre kilomètres. Il dessert une population cible comprenant :

- Alphabétisation des adultes
- Jeunes (à partir de 15 ans)

- Personnes handicapées
- Enfants (en raison de besoins intégrés)
- Culturel et culturel
- Institutions culturelles et religieuses
- Milieu des affaires
- Leaders locaux



Graphique IMELDA KYARINGABIRA – DIAPOSITIVE 7 1

## Administration et gestion du Fonds

La gouvernance, l'administration et la gestion sont décentralisées, le sous-comté (deuxième niveau de gouvernement) allouant un budget et du personnel pour soutenir les opérations des CAC. Le district fournit un soutien technique et des ressources et le coordonnateur du CAC est un fonctionnaire – le chef de paroisse. La paroisse est le niveau de gouvernement le plus bas. Les CAC sont des structures semi-autonomes avec une gestion financière indépendante.

## Partenariats et Réseautage des CAC

Les CAC sont des centres à guichet unique pour différents types de services fournis par les acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux à la communauté. Les partenariats facilitent le transfert d'informations et de commentaires entre les parties prenantes et garantissent que divers besoins de développement communautaire sont satisfaits.

## Contributions des CAC au développement communautaire

Jusqu'à présent, c'est ce qui a été identifié grâce à un examen de la manière dont les CAC sont mis en œuvre.

- Participation accrue aux programmes gouvernementaux ;
- Allocation de ressources accrue : les CAC puisent des ressources auprès de diverses sources, étatiques et non étatiques ;
- Collaboration et partenariats améliorés : fournir différents services de développement communautaire, tels que la santé, l'éducation, l'agriculture, etc.
- Appropriation et gestion communautaires : les communautés sont plus réactives et ont un sentiment d'appropriation parce que les services sont pertinents et contribuent à répondre à leurs besoins ;
- Services intégrés ;
- Inclusion ;
- Développement des compétences améliorant l'employabilité et la création de richesse.
- Cohésion sociale ;
- Appui aux acteurs locaux.

## **Durabilité des CAC**

L'accent n'est pas mis sur la durabilité *du projet*, mais sur la durabilité du programme, ainsi que de la durabilité institutionnelle et financière. Par exemple, la durabilité institutionnelle est assurée par l'inclusion dans les cadres et les plans gouvernementaux, de sorte qu'elle transcende les individus.

## **Difficultés et lacunes**

- Forte demande pour l'établissement et les services de CAC ;
- Ressources inadaptées ;
- Les programmes du CAC n'ont pas encore accès au financement « ordinaire » du gouvernement ;
- Le manque de personnel du gouvernement local affecte la mise en œuvre dans certaines régions.
- L'influence politique affecte le bon déroulement des activités du CAC ;
- Infrastructure inadéquate dans la plupart des CAC.

## **Contributions des panélistes**

*Dyson Mthawanji, Malawi*

Il est intéressant de noter que cette initiative vient du gouvernement. Au Malawi, un projet pilote de DVV International dans deux districts de Lilongwe a révélé que les communautés considéraient les CAC comme une partie de la solution à leurs problèmes, en particulier le chômage. Les communautés ont identifié les bâtiments qui pourraient être utilisés pour les CAC dans chaque district et ont donné de leur temps par le biais d'un comité communautaire avec le fonctionnement quotidien du CAC géré par un conseil et un instructeur non rémunéré.

Question de volonté. Par exemple, au cours des mois où nous avons eu une pause pour permettre aux communautés de se concentrer sur les activités agricoles, les communautés sont intervenues, soutenant les programmes et payant même l'instructeur elles-mêmes. Une approche ascendante fonctionne bien et leur donne la possibilité de choisir des sujets.

Nous nous étendons à d'autres districts, en commençant par la mobilisation communautaire.

*Said Errakib, Maroc*

Pendant l'indépendance marocaine, les jeunes ont contribué à la construction de routes dans l'union et ont été intégrés à la vie active au Maroc. Les CAC, où les cultures et les

connaissances ancestrales traditionnelles étaient partagées, ont évolué principalement au début des années 2000 après que le recensement a révélé que 43 % des Marocains ne savaient ni lire ni écrire, et des efforts étaient nécessaires pour réduire l'analphabétisme.

Les CAC étaient gérés par des associations en partenariat avec le gouvernement. Les bénéficiaires ont également participé à la prise de décision autour de projets intégrés, à l'enseignement des bases de la langue et à la fourniture d'un soutien scolaire à l'éducation des enfants, ainsi qu'aux métiers. Cela a été appliqué dans les écoles rurales au Maroc, les comités de parents aidant les enfants dans leur éducation. Ces centres sont gérés par les communautés elles-mêmes, sans prise de décision par les institutions publiques.

*N'Tamak Georgette Béatrice, Cameroun*

Au Cameroun, les lacunes de l'éducation de base ont entraîné un faible taux d'alphabétisation. Ce domaine était rattaché au Ministère de la Jeunesse. En 2012, il a été transféré au Ministère de l'Education de Base. Le Centre d'Education de Base a offert l'alphabétisation de base aux enfants de 8 à 14 ans qui n'étaient jamais allés à l'école et à ceux qui se trouvaient dans la rue. L'analphabétisme fonctionnel se concentre sur les 15 ans et plus, en ajoutant l'apprentissage d'un métier à l'alphabétisation.

Il y a beaucoup plus de centres privés que publics qui travaillent avec les communautés. En 2022, le gouvernement a commencé à créer des centres publics fonctionnels pour l'alphabétisation. Il transfère des fonds aux villes pour mener à bien des formations en alphabétisation. Ils proposent des formations en fonction de la région - dans l'extrême nord, il s'agit surtout de métiers ; dans l'est, où il y a des forêts, il s'agit surtout de formations à l'agriculture, et sur la côte, il s'agit de certificats de pêche.

Le personnel des centres publics est nommé par l'État. Ils sont instructeurs dans les écoles ordinaires et sont nommés dans les centres par le gouvernement pour offrir une formation en alphabétisation. Les communautés locales embauchent également du personnel supplémentaire en tant qu'instructeurs.

À la fin de la formation, les apprenants reçoivent un certificat qui leur permet d'être admis dans d'autres centres. Ceux qui ont au moins la 6e année peuvent reprendre leurs études dans *les écoles de la deuxième chance*. De cette façon, ils peuvent surmonter les perturbations de leur éducation.

Une autre innovation est l'introduction de centres fonctionnels dans 58 prisons pour la formation à l'alphabétisation. Cela donne aux gens une chance d'avoir une vie meilleure lorsqu'ils sortent de prison. L'apprentissage des métiers les aide à réintégrer la société.

## QUELQUES CONTRIBUTIONS, QUESTIONS ET COMMENTAIRES

- Existe-t-il des intérêts concurrents pour les budgets des sous-conseils ?
- Qu'est-ce que la contribution communautaire ?
- Qu'attendez-vous du gouvernement en termes d'allocation budgétaire ?

### **Demandes concurrentes pour les budgets et nombre de CAC**

Il y a toujours des demandes et des priorités concurrentes, mais le modèle de mise en œuvre des centres d'apprentissage de proximité consiste à identifier les parties prenantes des centres d'apprentissage de proximité qui s'orientent vers l'approche/le modèle et qui sont réceptives. Un facteur clé est que, en fin de compte, différentes structures gouvernementales devraient payer la facture, mais il existe également un sentiment d'appropriation communautaire. Jusqu'à présent, nous avons réalisé le projet pilote avec 13 CAC - l'un est un partenariat avec la société civile, d'autres relèvent de la responsabilité du gouvernement. Il est obligatoire pour les sous-conseils de budgétiser et d'utiliser une approche de planification basée sur les programmes.

### **Concours communautaire**

La contribution de la communauté est en espèces ou en nature. Avec la plupart des CAC, les communautés fournissent des matériaux locaux, tels que du sable ou des poteaux, et dans certains cas de la main d'œuvre. Certains apportent des contributions financières ou gèrent diverses activités au sein du CLC, telles que le travail dans l'enceinte, le nettoyage, etc.

Cette première phase a été instructive sur le rôle des communautés dans les CAC, notamment en termes de gestion.



# Explorer les thèmes d'AEA

La dernière séance de la journée comprenait un travail de groupe visant à identifier une *longue liste* de priorités pour l'AEA sur le continent. Il ressort clairement des discussions et des commentaires que des thèmes tels que les connaissances autochtones et l'inclusion des genres sont considérés comme des questions transversales qui sous-tendent tous les autres sujets liés à l'AEA. L'éducation aux médias et à l'information est également apparue comme un sujet important à intégrer, dotant les participants des compétences nécessaires pour accéder et analyser de manière critique les informations et se prémunir contre la désinformation.

10 domaines prioritaires ont été identifiés parmi une très longue liste de sujets. Ces domaines et les sous-thèmes qui ont été regroupés sous ces rubriques sont donnés dans le tableau ci-dessous :

10 Domaines prioritaires Sous-thèmes qui développent les priorités	
<b>Plaidoyer pour l'AEA</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Augmentation du financement, de la gestion financière et des structures - durabilité institutionnelle</li> <li>• Instructeurs - professionnalisation, réseautage, formation des formateurs, soutien des formateurs, service aux communautés, besoins en santé mentale</li> <li>• Reconnaissance de l'importance de l'AEA pour les processus de développement</li> <li>• Reconnaissance du rôle des CAC dans la transformation sociale</li> </ul>
<b>Agriculture</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Moyens de subsistance d'un grand nombre d'apprenants adultes</li> <li>• Développement agricole</li> <li>• Valeur ajoutée</li> <li>• Agriculture et entrepreneuriat</li> </ul>
<b>Changement Climatique</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Résilience</li> <li>• Environnement</li> <li>• Changement de mentalité</li> <li>• « Nouvelles » connaissances</li> <li>• « Nouveaux » modes de vie et d'existence</li> <li>• Transition Juste</li> </ul>
<b>Politique économique de l'éducation des adultes et du développement</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Economie politique de l'AEA en Afrique, décolonisation</li> <li>• Éducation politique, citoyenneté active, éducation civique, droits, autonomie,</li> </ul>
<b>Jeunes</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Emploi et chômage des jeunes</li> <li>• Compétences en communication</li> <li>• Autonomisation</li> <li>• Développement des compétences et compétences en matière d'employabilité</li> </ul>
<b>Compétences Professionnelles</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Compétences de vie</li> <li>• Compétences techniques</li> </ul>
<b>Numérisation</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Alphabétisation numérique</li> <li>• Éducation numérique</li> <li>• Réduction de l'écart numérique</li> </ul>
<b>Education financière</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Principes, éducation, autonomisation, meilleure gestion financière</li> </ul>
<b>Entrepreneuriat</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Entrepreneuriat</li> </ul>
<b>Prisons</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• AEA dans les prisons, Jeunesse en prison</li> </ul>

# Présentation : agriculture, changement climatique et AEA

**Neila Rassaa, Institut de l'agriculture et de l'enseignement supérieur, Tunisie**

## Panélistes

- Professeur Rebecca Lekoko, Professeur d'Education des Adultes, Botswana
- Professeur Michael Ng'ubi, Directeur – Institut d'Education des Adultes, Tanzanie
- Dr Séssévi Amah AJAVON, Chef du Département de l'Alphabétisation et de l'Education Non Formelle, Ministère de l'Action Sociale, de la Solidarité et de la Promotion de la Femme, Togo



Neila Rassaa travaille sur le *Programme Conjoint pour l'Autonomisation Economique des Femmes Rurales* (JPRWEE), Tunisie. Le projet travaille avec les femmes rurales pour aider à améliorer la sécurité alimentaire dans un contexte de changement climatique.

## Sécurité alimentaire

L'impact des émissions de gaz à effet de serre (GES) peut être vu dans une augmentation des températures, des feux de brousse, une élévation du niveau de la mer et une augmentation des événements météorologiques

extrêmes tels que les inondations et les cyclones. Les régions très pauvres sont parmi les plus touchées. Les pays pauvres en eau, comme la Tunisie, connaissent une pénurie d'eau potable parce que leur environnement biologique est affecté. L'insécurité alimentaire touche 1 personne sur 11 dans le monde avec 733 millions de personnes sous-alimentées.

Le changement climatique affecte quatre dimensions liées à la sécurité alimentaire : la disponibilité, l'accès, la santé et la sécurité des animaux et des familles forestières (affectées en raison de capacités ou de ressources limitées). Elle affecte l'écosystème, comme décrit ci-dessus, entraînant des réductions de la réserve d'eau souterraine. La hausse des températures et les émissions de CO<sub>2</sub> accélèrent les cycles météorologiques, réduisant ainsi les cycles de production. Les calendriers agricoles doivent être revus. La variété agricole est affectée, la biodiversité est réduite, la productivité des cultures est affectée et la migration des animaux

est impactée. Ces menaces du changement climatique pour l'agriculture contribuent à la hausse du coût des aliments.

Les actions qui contribuent aux émissions de GES comprennent :

- Secteurs produisant trop de méthane et de CO<sub>2</sub> : l'agriculture contribue à 27 % des GES. Cela pose un dilemme car il est nécessaire d'augmenter la production alimentaire de 70% d'ici 2050, tout en réduisant les émissions. Par conséquent, il est essentiel de choisir les bons systèmes de production agricole. L'agrobiodiversité est essentielle pour répondre de manière durable aux besoins alimentaires des humains. Les éléments qui contribuent à la biodiversité dépendent de l'intervention humaine ;
- L'intensification des cycles climatiques, la modernisation des pratiques et la croissance démographique expliquent pourquoi nous devons préserver *l'agrodiversité* - le matériel génétique nécessaire à la viabilité adaptative - qui affecte la nutrition et la santé des personnes. L'utilisation de *l'agrodiversité* locale peut améliorer l'environnement. Nous devons trouver de meilleurs moyens de conserver les aliments et d'améliorer la sécurité alimentaire.

Moins de 12 % des politiques nationales tiennent compte du changement climatique et de la nutrition.

La COP 27 a encouragé le renforcement de l'autonomie et l'émancipation des femmes, des jeunes et des populations autochtones et fait référence à de « nouvelles » connaissances.

Les principes fondamentaux de la sécurité alimentaire sont les suivants :

- Agir pour atténuer et réduire l'impact des émissions de GES - cela nécessite une volonté politique ;
- Échanger des connaissances, des bonnes pratiques et des ressources financières pour aider les agriculteurs à apporter les changements nécessaires ;
- Réduire notre empreinte carbone à 6,3 % (en 2020) et à 2,1 % d'ici 2030 ;
- Réduisez le gaspillage de nourriture ;
- Réduire l'utilisation d'engrais synthétiques.

En Tunisie, 62 % des terres sont désertiques. La Tunisie possède presque toutes les ressources naturelles - sol d'eau, légumes, etc. - soutenir les communautés locales. Les agriculteurs doivent être soutenus, en particulier les nouveaux. L'agro-entrepreneuriat pour les femmes est vital car l'exode des hommes vers les villes se poursuit et les femmes sont le plus souvent engagées dans l'agriculture. Souvent, il n'y a pas de législation en matière de politique du travail dans cet espace.

## **Phase 1. Contextualisation des besoins des communautés.**

Les résultats obtenus sont les suivants :

- Ceux qui cultivent ont la connaissance ;
- Un manque de mobilisation ;
- Surexploitation des eaux souterraines ;
- Cohésion des communautés de femmes rurales ;
- De nombreuses populations vivent dans des zones vulnérables, avec des feux de brousse, par exemple.

Pour renforcer les capacités nécessaires, nous avons besoin d'un processus de formation en cascade à différentes phases, en commençant par les instructeurs de perfectionnement afin qu'ils puissent former d'autres instructeurs (c'est-à-dire que les instructeurs principaux

forment d'autres instructeurs). Ensuite, les populations locales bénéficient de formations.

## **Phase 2. Co-conception.**

Travailler avec des experts en ingénierie et en techniques de production agricole.

## **Phase 3. Mettre en pratique un processus en cascade.**

Comme mentionné ci-dessus, les maîtres instructeurs forment d'autres instructeurs qui forment les habitants. Ils sont accompagnés d'un expert. Une liste prioritaire d'interventions est divisée en six thèmes qui découlent des problèmes environnementaux et socio-économiques identifiés et de l'analyse des besoins de la population locale. Il s'agit des catégories suivantes :

- Durabilité des systèmes de production ;
- Production de graines ;
- Techniques de multiplication en pépinière ;
- Renforcer l'utilisation des plantes aromatiques et médicinales ;
- Élevage de poulets ;
- Conversion des systèmes agricoles pour l'apiculture.

Pour renforcer les compétences en matière de gestion des ressources, des systèmes agricoles plus durables doivent être mis en place. Des pratiques faisant partie intégrante de la biodiversité, de l'exploitation autonome et de l'autonomie sont nécessaires. Par exemple, une formation axée sur le soin de la terre et de la vie humaine, la limitation de la consommation et la redistribution des excédents doit être adoptée.

## **Conclusion**

Le projet soutient une partie d'une population vulnérable. Il permet aux femmes rurales de disposer de techniques de production, d'éducation et de prendre des décisions. Ils jouent un rôle clé dans la conservation des animaux locaux et des variétés de semences.

## **Contributions des panélistes**

*Rebecca Lekoko, Botswana*

La contribution de l'agriculture est descendue à 1,2% au Botswana. Le problème est le manque de formation pour pouvoir travailler avec les agriculteurs.

*Michael Ng'ubi, Tanzanie*

En Tanzanie, le principal problème est que nous avons une population d'agriculteurs peu qualifiés, engagés dans des pratiques agricoles dangereuses pour l'environnement.

*Building Bright Tomorrow* est une initiative de jeunes pour l'agro-industrie, qui encourage les grandes exploitations agricoles à soutenir et à former les jeunes à l'agriculture et leur donne de petites parcelles à cultiver. Le projet espère former 200 000 jeunes hommes et femmes en huit ans. L'objectif est de créer des agro-industries qui peuvent encourager les autres à s'engager dans ce modèle.

*Séssévi Amah Ajavon, Togo*

Le Togo met en place diverses initiatives pour relever les défis agricoles. Il a créé une agence pour gérer l'environnement et accueillir tous les projets liés à l'agriculture et aux chemins de

fer. Ils étudient les moyens de réduire les gaz à effet de serre.

L'Institut de formation forme les jeunes sur la manière d'améliorer l'agro-production, en tenant compte du changement climatique. À Kara, les jeunes se forment à l'agriculture et à l'élevage. Une mécanisation a été ajoutée pour aider à atténuer le problème des jeunes quittant les zones rurales pour travailler dans les villes. À Kara, les jeunes sont formés à la réparation du matériel agricole. Cela se fait dans les langues locales. Nous essayons de mettre en place des institutions et des mécanismes pour lutter contre le changement climatique ; le gouvernement élabore un ensemble de mesures sur la manière de le surmonter et de l'atténuer.

## QUELQUES CONTRIBUTIONS, QUESTIONS ET COMMENTAIRES

1. Des entreprises comme Monsanto exercent beaucoup de contrôle sur l'agriculture. Ils monopolisent le marché des semences, créent une dépendance et contribuent à la destruction des sols. Comment pouvons-nous assurer la souveraineté alimentaire, et développer et partager nos propres semences afin de ne pas dépendre de ce genre d'entreprises ?
2. Comment intégrez-vous le changement climatique dans l'AEA ?
3. Comment encourageons-nous les pratiques de connaissances autochtones chez les femmes et les jeunes ruraux à soutenir les interventions en matière de changement climatique ?

## REPONSES ET COMMENTAIRES

### Jeunes et Femmes

#### Botswana

Au Botswana, le secteur agricole n'est pas attrayant pour les jeunes. Nous nous concentrons davantage sur les femmes parce qu'elles sont les plus actives dans ce secteur. Elles travaillent souvent dans des conditions difficiles, sont sous-payées et ont également besoin d'un soutien et d'une formation pour les aider à travailler dans le secteur agricole. Quant aux jeunes, il n'y a pas beaucoup d'activités qui les attirent.

Le Botswana est passé de l'agriculture commerciale à la sécurité alimentaire domestique. Le gouvernement s'efforce de donner aux jeunes dans l'agriculture les moyens de produire eux-mêmes et d'accroître la sécurité alimentaire des ménages. Des projets d'autonomisation des citoyens sont disponibles pour les jeunes de plus de 18 ans. Le soutien du gouvernement sous forme de subventions les aide à se lancer dans l'agriculture.

#### Togo

À Kara, le problème est le changement. Les femmes ne peuvent pas vendre leurs produits, elles ne se sentent donc pas encouragées à continuer ; les produits sont trop chers. Les femmes au Togo peuvent être financées pour l'agriculture inclusive pendant cinq ou six ans - ce qui leur permet d'accéder au crédit. Les Terres de la Couronne sont des terres appartenant à l'État. Tout le monde peut utiliser les terres de l'État pendant une période de 33, 63 ou 99 ans. Tout le monde a le droit et peut accéder au projet du Ministère. Les jeunes filles sont encouragées à s'inscrire et à avoir accès à la terre pendant 99 ans.

### Tanzanie

Nous avons une recherche agricole bien établie. En 1965, la Tanzanie a été cartographiée en sept zones agricoles, avec un institut de recherche dans chacune. Chaque institut forme des agents agricoles, qui travaillent beaucoup avec des variétés de semences locales, au profit des habitants de la région autour de l'institut. Un programme, *Clean Cooking Energy*, vise à faire passer le nombre de personnes cuisinant avec du bois de chauffage et du charbon de bois de 90 % des ménages à 10 % d'ici dix ans, en se concentrant principalement sur le gaz naturel.

### Ouganda

En Ouganda, les jeunes participent à l'agriculture malgré le récit selon lequel elle n'est pas attrayante. Les femmes rurales, en particulier, ont besoin d'être soutenues pour jouer un nouveau rôle, car elles souffrent des mains des hommes et d'un manque d'accès aux ressources.

## Changements climatiques et agriculture

### Botswana

Le changement climatique et le besoin d'atténuation existent au Botswana, mais le phénomène est interprété comme quelque chose apporté par les gens sur eux-mêmes comme une punition. Ainsi, les stratégies ne sont souvent pas adoptées. Un changement radical est nécessaire. L'ALE a le potentiel d'être un outil pour faire face aux croyances superstitieuses. Si les agriculteurs sont sous-éduqués, ils sont plus sensibles à ces croyances

### Tanzanie

Il y a une dépendance à l'égard des entreprises internationales ; de nombreuses semences sont importées. Dans un projet, nous avons essayé de promouvoir la multiplication des semences locales par les femmes, mais nous avons été confrontés à des défis avec des réglementations qui interdisent l'achat de semences ne figurant pas dans le livre officiel des variétés ; les semences locales ne sont pas incluses dans le registre officiel.

### Botswana

Le statut du Botswana en tant que pays à revenu intermédiaire limite les dons de semences. Il existe un Comité de Commercialisation au sein duquel les citoyens sont encouragés à déposer des semences pour surveiller la qualité des semences.

# Priorités AEA régionales et africaines

Les participants ont travaillé en groupes régionaux pour discuter de la *longue liste* de thèmes AEA produits et discutés le jour 1. Ils ont été encouragés à discuter et à identifier les thèmes les plus pertinents dans leurs régions. Alors que différentes régions partageaient des priorités communes, cet exercice a permis d'avoir une vision plus nuancée des problèmes que l'AEA doit aborder dans les différentes régions et de la façon dont ils peuvent également différer les uns des autres. Le tableau qui suit présente les résultats :

Afrique de l'Est	Afrique du Nord	Afrique Australe	Afrique de l'Ouest & Centrale
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Agriculture, durabilité et AEA des populations rurales</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Éducation environnementale, sécurité alimentaire, entrepreneuriat, changement climatique</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Justice climatique et transition</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Changement Climatique</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Professionnalisation de l'AEA</li> <li>• Reconnaissance des connaissances antérieures</li> <li>• Évaluation</li> <li>• Formation</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Éducation des adultes - stratégies d'apprentissage (adaptées aux apprenants)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Augmentation du financement de l'AEA, en particulier de la part du gouvernement</li> <li>• Augmentation du nombre des CAC</li> <li>• L'ENF doit être autonome</li> <li>• Nécessité d'une approche plus intégrée et transdisciplinaire de l'AEA pour couvrir les problèmes de la communauté</li> <li>• Curriculum vs approches éducatives - besoin d'une approche plus ascendante</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Financement de l'AEA - moins de 1 % du budget de l'éducation est consacré à l'AEA – nécessité de plaider auprès du gouvernement, de l'administration locale, des parties prenantes et d'autres partenaires de l'éducation</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Enseignement et formation professionnelle</li> <li>• Employabilité</li> <li>• Déficit en compétences</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Jeunes / NEET</li> <li>• Entrepreneuriat</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• "Formation professionnelle" :</li> <li>• Alignement des CAC</li> <li>• EFTP</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Formation professionnelle des jeunes ; le financement et la formation empêcheront les jeunes d'abandonner l'éducation afin qu'ils contribuent au développement des pays</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Développement des affaires et entrepreneuriat (y compris la littératie financière)</li> <li>• Conformité au marché</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Migration et immigration</li> </ul>		
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Questions transversales - les quatre éléments ci-dessus devraient inclure le plaidoyer dans des domaines tels que : le changement climatique, la numérisation, les relations de genre, l'inclusion, les connaissances autochtones et le VIH</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Éducation à la citoyenneté, droits de l'homme, autonomisation des femmes, violence basée sur le genre</li> <li>• Santé reproductive</li> <li>• Sécurité dans AEA</li> <li>• Arts et culture</li> <li>• Tourisme solidaire</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• « Doit lire le mot et le monde »</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Éducation à la citoyenneté et à la paix - appliquée à toutes les actions</li> <li>• Éducation pour la paix</li> <li>• Infrastructure pour l'AEA</li> </ul>

L'objectif de cet exercice était d'encourager les participants de la même région à discuter des *longues listes* de sujets de l'AEA du jour 1 et de les voir à travers une lentille régionale. Tous les pays et les contextes sont très divers, certaines tendances ont émergé qui peuvent aider les praticiens de l'AEA à être plus concentrés dans leur planification et leurs activités.

Par exemple, nous pouvons voir qu'il y a une préoccupation avec la situation des jeunes et de ceux appelés NEETs (Personnes sans emploi, éducation ou formation) dans presque toutes les régions. Cela était étroitement lié à des domaines tels que la formation professionnelle et l'employabilité. Avec la population généralement très jeune de nombreux pays africains, il n'est pas surprenant que cela ait fait surface comme un thème commun. Comment encourager les jeunes hommes à ne pas abandonner les zones rurales à la recherche d'un emploi dans les villes était une préoccupation généralisée.

Alors que certains sujets ont été abordés en tant que domaines prioritaires, d'autres sont apparus davantage comme des thèmes transversaux. Il a été généralement estimé que des domaines tels que le changement climatique, le genre et le plaidoyer général pour l'AEA, entre autres, devraient être intégrés dans toutes nos activités d'AEA.



# Explorer les thèmes de l'AEA – Présélection

Cette session a demandé aux délégués de la conférence de travailler en petits groupes pour discuter des grands thèmes identifiés comme prioritaires lors de la session sur l'exploration des thèmes de l'AEA du premier jour : Plaidoyer pour l'AEA, Agriculture, Économie politique de l'éducation des adultes, Changement climatique, Jeunesse, Compétences professionnelles, Numérisation, Littératie financière, Entrepreneuriat et Prisons ont émergé de cet exercice comme les dix sujets les plus populaires (voir le tableau ci-dessus pour plus de détails).

## Exercice de la boîte à savon

Un *champion* pour chacun des dix thèmes principaux est venu au premier plan de la salle et a parlé pendant une minute de l'importance de leur thème pour la l'AEA Africain. Après chaque intervention d'une minute, les groupes ont eu une minute supplémentaire pour discuter rapidement, puis voter OUI ou NON sur chaque sujet. De cette façon, les trois principaux domaines prioritaires de l'apprentissage et de l'éducation des adultes pour les participants sont apparus.

Les résultats des votes ont été les suivants:

1. Agriculture - 9
2. Économie politique de l'éducation des adultes - 8
3. Numérisation - 8
4. Plaidoyer pour l'AEA - 7
5. Changement Climatique - 6
6. Compétences professionnelles - 6
7. Littératie financière - 5
8. Jeunes - 4
9. Entrepreneuriat - 4
10. Prisons - 3

Cet exercice n'était en aucun cas destiné à être un jugement définitif sur ce que sont les trois principaux domaines prioritaires de l'AEA pour l'*Afrique*. Il visait plutôt à stimuler la discussion et le débat entre les participants sur le point de savoir s'ils étaient d'accord ou non avec les priorités qui se dégageaient. Les participants ont ensuite été invités en plénière à discuter des résultats de l'exercice et à déterminer s'ils étaient d'accord ou non avec ce qui en était ressorti. De plus, il va sans dire que tous les sujets sont très importants et nécessitent des réponses d'ALE. L'exercice visait à encourager les participants à se concentrer sur la question : comment établir des priorités alors qu'il y a tant de domaines à aborder ? Espérons que l'exercice et les contributions ultérieures contribueront d'une manière modeste à cette discussion en cours.

Une discussion a suivi afin de donner un sens à la sélection, et il a été accepté que des priorités comme le changement climatique et la jeunesse puissent être considérées comme des questions transversales qui sont intrinsèques à l'AEA et devraient être intégrées dans toutes nos activités, ainsi que le Savoir Autochtone et l'Inclusion de Genre.

Le changement climatique a un impact sur tout le monde sur le continent et il est très important d'assurer une transition juste. Les pays africains contribuent le moins aux émissions de carbone responsables du changement climatique tout en supportant le poids des effets. L'AEA doit jouer un rôle essentiel dans la sensibilisation au changement climatique, en permettant aux communautés de comprendre ses implications et en se mobilisant pour la justice dans la transition vers une énergie plus propre et l'atténuation du changement climatique.

Les jeunes constituent la majeure partie de la population en Afrique et de nombreux problèmes sociaux auxquels les jeunes sont confrontés sont déjà abordés par l'AEA. Cependant, il est important de déterminer quelle devrait être l'approche et la stratégie pour les jeunes. Cela dépend beaucoup du contexte particulier. Dans les divers contextes du continent Africain, chaque pays et région doit déterminer les approches qui leur conviennent le mieux et qui peuvent mener à des vies et des moyens de subsistance significatifs et dignes pour les jeunes.

## Quelques considérations

### Salim Vally, Afrique du Sud

Toutes les discussions au cours de la conférence doivent être encadrées dans le contexte des traditions de l'éducation des adultes, enracinées dans les luttes des communautés et des organisations de travailleurs. Une grande partie du continent est touchée par l'extraction de richesses et les guerres qui ont un impact sur l'éducation et contribuent également aux émissions de gaz à effet de serre. La concurrence pour les budgets de l'État entrave le potentiel de transformation de l'éducation. Face à cette réalité, les traditions libératrices de l'éducation des adultes sont plus importantes que jamais. Cela inclut le plaidoyer pour un modèle différent d'organisation économique qui repose sur la solidarité et l'assistance mutuelle pour guider nos approches sur des sujets tels que les compétences et l'entrepreneuriat.

Cette compréhension de l'AEA favorise un modèle d'éducation réciproque, dans lequel les communautés sont centrées en tant qu'« experts » et gardiennes des connaissances locales et autochtones. À l'appui de cette approche, MOJA devrait explorer l'histoire de l'AEA.

### Ivor Baatjes, Afrique du Sud

Lorsque nous examinons les dix domaines prioritaires identifiés, et en gardant à l'esprit les racines libératrices de l'éducation des adultes, les sujets peuvent être combinés sous les trois grands thèmes suivants :

1. **Education des Adultes et Développement sur le Continent** – sous lesquels relèvent tous les facteurs qui façonnent l'AEA sur le continent, tout en privilégiant les communautés qui façonnent l'économie politique de l'éducation des adultes en Afrique;
2. **Crise écologique** – Le changement climatique n'est qu'un aspect. La crise conduit à la nécessité de toutes les formes d'agriculture régénératrice ;
3. **Faire progresser le travail programmatique en matière d'éducation des adultes** – Accepter que le plaidoyer pour l'éducation des adultes, qui est une constante dans ce que nous faisons, traverse tous les autres domaines ;

## **Monia Manai, Tunisie : L'entrepreneuriat comme libération économique, pas la grande entreprise**

Si vous permettez aux Africains de se former à l'entrepreneuriat, vous leur donnez le potentiel d'être libres. Nous ne voulons pas créer de grandes entreprises. Au lieu de cela, nous voulons libérer les gens pour qu'ils changent leur vie et améliorent leurs conditions de vie.

## **Farrell Hunter, Afrique du Sud : Priorité - Quelle direction voulons-nous prendre en tant qu'éducateurs d'adultes ?**

En réponse à la discussion sur l'entrepreneuriat, c'est très difficile. Lorsque nous parlons de transition juste et d'entrepreneuriat, nous devons nous demander quelle direction voulons-nous prendre en tant qu'éducateurs d'adultes sur le continent ? Quelles sont nos priorités ? Par exemple, les jeunes connaissent très peu dans ce pays son histoire, l'histoire de la ville, etc. Ils sont grandement influencés par les médias sociaux (qui regorge de fausses informations et de désinformations). Quelle est notre stratégie pour façonner l'éducation des adultes de manière significative ? Les démocraties sont menacées. Comment éduquons-nous les jeunes à la démocratie ? L'anthropologie a un rôle à jouer ici. Nous devons être plus délibérés sur le rôle que joue l'AEA pour nous permettre d'interroger, de débattre, de problématiser et de poser des questions – c'est le rôle de l'éducation.

"Pourquoi le monde est-il tel qu'il est ? Et pourquoi n'est-il pas tel qu'il devrait être ?" Cette question nous aide à expliquer pourquoi nous faisons ce que nous faisons en tant qu'éducateurs d'adultes et nous pourrions l'utiliser comme point de départ pour l'un des domaines prioritaires identifiés.

## **Tanzanie**

En ce qui concerne le changement climatique, nous devons développer des systèmes de production alternatifs, tels que le projet en Tanzanie promouvant une production basée sur un impact minimum sur le sol - pour aider à enrichir les matières organiques. Sinon, le sol se prive de matières organiques.

## **Botswana**

Les chefs de village encouragent les gens à apporter les semences qu'ils ont produites chaque année pour les distribuer, afin que tout le monde ait quelque chose avec quoi cultiver. 70 % du Botswana est désertique, mais il y a une partie dans le nord, où la plupart de l'agriculture est pratiquée, où le gouvernement se concentre. Nous n'avons pas le choix ; nous devons importer des semences. D'autre part, nous devons expérimenter pour voir quelles graines sont les meilleures pour notre sol. Tant que nous sommes empêchés ou incapables de faire des recherches nous-mêmes, nous importerons des semences de l'extérieur.

## **Mali**

La sécurité alimentaire est un défi mondial. Nous avons besoin d'un changement significatif. Les femmes rurales ont un problème pour préserver la nourriture qu'elles produisent. Je me demande comment les autres pays gèrent cela.

## **Algérie**

Il est important pour les agriculteurs de préserver les ressources locales. Ceux-ci doivent être adaptés et adaptés aux conditions locales. Cependant, les variétés locales n'offrent souvent pas de gros rendements.

## CONNAISSANCES INDIGENES

### **Botswana**

Les gens ne sont pas encouragés à exploiter les atouts locaux à leur avantage. Par exemple, avec les vers *mopani*, il y a des gens de l'extérieur qui apporteront des stratégies avant que des interventions locales n'aient été essayées. Le savoir autochtone n'est pas vraiment reconnu comme quelque chose dont les citoyens peuvent bénéficier.

## APPRENTISSAGE CHEZ LES ADULTES ET EDUCATION

### **Tanzanie**

La formation est en cascade. Les maîtres formateurs forment un minimum de 10 autres personnes. Les créateurs sont impliqués à tous ces niveaux. Chaque unité d'apprentissage a des objectifs spécifiques. Après la formation, la certification prend la forme d'un certificat d'aptitude professionnelle du Ministère de l'Agriculture suite à un examen.

### **Tunisie**

Grâce à l'AEA, nous pouvons former les femmes et les jeunes à la préservation des semences. Les femmes sont vraiment les gardiennes de l'environnement en matière de changement climatique.

### **Nigéria**

Il y a une place pour l'éducation dans la sensibilisation des communautés. Nous pouvons encourager des approches telles que l'agriculture de saison sèche et aider les gens à mieux contrôler leur utilisation de l'eau.

# Cérémonie de Clôture

La cérémonie de clôture a été conduite par Esther Hirsch (français) et Thembisa Futshane (Anglais).

Esther Hirsch a remercié l'équipe de DVV International responsable de la mise en place de la conférence et a exprimé l'espoir que cette conférence serait le début d'un processus qui se poursuivra après notre retour chez nous et contribuera au renforcement continu de l'AEA africaine. La conférence est une étape dans la création d'un réseau à l'échelle du continent et a fourni un espace de discussion et de débat. Le gouvernement et le monde universitaire ont posé de nombreuses questions pertinentes sur l'AEA et elle a espéré que d'autres questions soient maintenant ajoutées. C'est le début, et nous ne devons pas attendre la deuxième conférence mais poursuivre les activités dans nos pays d'origine pour développer ce réseau afin que l'AEA Africain puisse continuer à être innovant et à ajouter de la valeur dans de nombreux domaines.

Thembisa Futshane a remercié DVV International d'avoir choisi l'Afrique du Sud pour la première conférence sur l'AEA, et de l'avoir conceptualisée, financée et organisée. Elle s'aligne sur les stratégies de la 7<sup>ème</sup> Administration Sud-Africaine et du Gouvernement d'Unité Nationale. Le Département Sud-Africain de l'Enseignement Supérieur et de la Formation s'engage à poursuivre le bon travail de la conférence à l'avenir.



# Annexe A : Déclaration de la conférence

La 1<sup>ère</sup> Conférence sur l'Apprentissage et l'Education des Adultes en Afrique (AEA), organisée par DVV International au Cap, en Afrique du Sud, du 30 au 31 octobre 2024, marque une étape importante dans la lutte contre l'apprentissage et l'éducation des adultes en tant que moteur clé du développement sur le continent africain.

La conférence, intitulée *Education des Adultes pour une Transition Juste : l'AEA comme Clé du Développement Communautaire*, rassemble des représentants de 16 pays Africains, dont l'Algérie, le Bénin, le Botswana, le Cameroun, le Tchad, l'Éthiopie, le Malawi, le Mali, le Maroc, le Mozambique, le Nigéria, l'Afrique du Sud, la Tanzanie, la Tunisie, le Togo et l'Ouganda, ainsi que l'Allemagne. Avec la participation d'un réseau diversifié de praticiens, d'experts et de leaders communautaires de l'AEA, la conférence explore des stratégies qui positionnent l'AEA comme un outil essentiel pour favoriser un développement durable et inclusif dans les communautés africaines.

La conférence se réunit avec une compréhension critique que les communautés africaines locales et leurs connaissances endogènes doivent stimuler l'éducation des adultes et, avec l'expertise et l'expérience africaines en matière d'AEA, donner une orientation à l'avenir de l'AEA sur le continent.

Conformément au Cadre d'Action de Marrakech de 2022, qui a défini les priorités thématiques pour l'AEA à l'échelle mondiale, la communauté Africaine de l'AEA lors de cette conférence reconnaît également la nécessité d'identifier les priorités spécifiques à la région si nous voulons relever de manière significative les défis du continent. Reconnaisant l'importance des grands thèmes, la conférence visera à les résumer à un ensemble de questions plus ciblées et pertinentes pour les participants, notamment les suivantes :

- Transition juste et développement durable – Le rôle de l'AEA dans le soutien d'une transition équitable vers des moyens de subsistance durables ;
- Alimentation communautaire et systèmes connexes – L'importance de l'AEA dans le renforcement de la sécurité alimentaire et de la résilience des communautés ;
- L'AEA en tant que développement communautaire – Reconnaître le pouvoir de l'AEA dans la transformation des communautés et le renforcement de la résilience ;
- Une pluralité d'espoirs et de possibilités - Envisager l'AEA comme un espace d'avenirs et de solutions diverses.

Les objectifs de cette conférence sont de partager et de discuter des exemples de l'impact de l'AEA sur le développement communautaire à travers le continent ; explorer un programme de plaidoyer commun pour l'AEA Africain au cours des trois prochaines années ; et établir des réseaux plus solides pour l'apprentissage et la collaboration entre les pays africains.

Cette conférence convient que les principes et actions suivants guident le travail des parties prenantes de l'AEA à travers l'Afrique dans la résolution de problèmes critiques tels que la pauvreté, l'insécurité alimentaire, le changement climatique, les conflits et les migrations.

- Reconnaître que l'AEA est nécessaire de toute urgence à travers l'Afrique pour le développement social et pour lutter contre divers défis urgents ;
- Engagement à centrer les voix des communautés locales et à promouvoir les processus d'AEA dirigés par les Africains sur les plateformes internationales ;
- Renforcement des réseaux et des échanges entre les pays africains pour favoriser l'apprentissage partagé et le plaidoyer.

Les engagements suivants sont pris pour guider nos efforts collectifs au cours des prochaines années :

- **Relever les défis urgents** : Nous réaffirmons que l'AEA est indispensable au développement social de l'Afrique, en particulier pour lutter contre la pauvreté, l'insécurité alimentaire, le changement climatique, les conflits et les migrations ;
- **Autonomiser les voix africaines** : Nous nous engageons à amplifier les voix Africaines dans les processus mondiaux d'AEA pour nous assurer qu'elles reflètent et répondent à nos besoins uniques ;
- **Favoriser les échanges régionaux** : Nous nous engageons à renforcer le réseautage et le partage des connaissances entre les pays Africains, en améliorant notre capacité collective à relever les défis communs.

Nous reconnaissons que les domaines d'intervention plus larges et les priorités régionales, décrits dans le rapport de la conférence, sont importants et seront abordés par les différentes organisations présentes, en fonction de leurs contextes et besoins individuels.

Nous reconnaissons que le savoir autochtone, l'inclusion des genres, le changement climatique, les jeunes et le plaidoyer en faveur de l'AEA sont des priorités transversales qui devraient être intégrées dans toutes les initiatives d'AEA en tant que thèmes fondamentaux.

Nous convenons que l'éducation des adultes et l'éducation populaire non formelle sont enracinées dans une éthique libératrice et qu'il est nécessaire de comprendre et d'aborder les forces externes qui affectent l'AEA et de veiller à ce que les intérêts et les voix de la communauté nous animent et nous dirigent.

La plateforme MOJA devrait s'intéresser à l'histoire et aux racines de l'éducation des adultes et à son rôle libérateur dans le développement.

La 1<sup>ère</sup> Conférence Africaine sur l'ALE appelle toutes les parties prenantes à défendre ces engagements alors que nous travaillons ensemble vers un avenir durable et équitable pour toutes les communautés Africaines. Grâce à la collaboration, nous pouvons faire de l'AEA une force puissante pour le développement et faire en sorte que les contributions de l'Afrique soient reconnues sur la scène mondiale.

# Annexe B : Programme de la Conférence



JOUR 1		
08h30 – 09h00	Arrivée et inscription des participants	Protocole
09h00 – 09h30	Cérémonie d'ouverture	<ul style="list-style-type: none"> <li>Esther Hirsch - Directrice Adjointe, DVV International</li> <li>Autres intervenants</li> </ul>
09h30 – 10h45	Discours d'ouverture	<ul style="list-style-type: none"> <li>Ivor Baatjes - Directeur exécutif, Canon Collins Trust</li> </ul>
PAUSE-CAFÉ		
11h15 – 11h30	Explication de la déclaration de la conférence	<ul style="list-style-type: none"> <li>Facilitateur</li> </ul>
11h15 – 12h30	i. Plateforme numérique MOJA ii. Travail en groupe	<ul style="list-style-type: none"> <li>David Harrington - Chef de projet, Projet Continental Africain, DVV International</li> <li>Tous les participants</li> </ul>
PAUSE DÉJEUNER		
13h30 – 14h45	<b>Présentation</b> : Les Centres d'Apprentissage Communautaires (CAC) comme clé du Développement Communautaire Table ronde et débat Discussion en plénière	<ul style="list-style-type: none"> <li>Présentatrice : Imelda Kyaringabira Engabi, Responsable Principale de l'Alphabétisation et Coordinatrice Nationale - Programme ICOLEW, Ministère du Genre, du Travail et du Développement social (Ouganda)</li> <li>Dyson Mthawangi, Chargé de Communication, DVV International Afrique Australe (Malawi)</li> <li>Said Errakib, Forum Marocain sur l'Education et la Formation tout au Long de la Vie (Maroc)</li> <li>N'Tamak Georgette Béatrice, Directrice Nationale de l'Alphabétisation, de l'Education Non formelle et de la Promotion des Langues Nationales, Cameroun</li> <li>Tous les participants</li> </ul>
PAUSE-CAFÉ		
15h00 – 16h00	<b>Activité de groupe</b> : Exploration des thèmes AEA <ul style="list-style-type: none"> <li>Explication par le facilitateur</li> <li>Activité de groupe</li> <li>Plénière</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Tous les participants</li> </ul>
Fin de la première journée		
18h30	<ul style="list-style-type: none"> <li>Dîner de réception</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Tous les participants</li> </ul>

JOUR 2		
08h30 – 09h00	Résumé du jour 1	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Rapporteur</li> <li>• Tous les participants</li> </ul>
09h00 – 10h45	<p><b>Présentation :</b> Agriculture, Changement Climatique et discussion de groupe sur l'AEA : à confirmer</p> <p>Panel de discussion : à confirmer</p> <p>Plénière</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Présentatrice : Neila Rassaa - Institut de l'Agriculture et de l'Enseignement Supérieur (Tunisie)</li> <li>• Rebecca Lekoko, Professeur d'Education des Adultes (Botswana)</li> <li>• Michael Ng'umbi, Directeur de l'Institut d'Education des Adultes (Tanzanie)</li> <li>• Séssévi Amah Ajavon, Chef du Département de l'Alphabétisation et de l'Education Non formelle, Ministère de l'Action Sociale, de la Solidarité et de la Promotion de la Femme (Togo)</li> <li>• Tous les participants</li> </ul>
PAUSE-CAFÉ		
11h15 – 12h30	<p>Activité de Groupe : <i>Soap Box</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Explication par le facilitateur</li> <li>• Activité de groupe</li> <li>• Plénière</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Tous les participants</li> </ul>
PAUSE DÉJEUNER		
13h30 – 14h45	<p><b>Activité de groupe :</b> Sujets d'AEA Régionaux et Africains</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Explication par le facilitateur</li> <li>• Activité de groupe</li> <li>• Session de feedback</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Facilitateur</li> <li>• Porte-parole des groupes</li> </ul>
PAUSE-CAFÉ		
15h15 – 16h30	<ul style="list-style-type: none"> <li>i. Déclaration de la Conférence : Proposition</li> <li>ii. Discussion et Débat en Plénière</li> <li>iii. Déclaration de la Conférence</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Tous les participants</li> <li>• Facilitateur, tous les participants</li> <li>• Rapporteur</li> </ul>
16h30 – 16h50	Cérémonie de clôture	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Esther Hirsch - Directrice Adjointe, DVV International</li> <li>• Autres intervenants</li> </ul>
17h00 Fin de la journée		

# Annexe C : Participants à la conférence

1	Ferial Assia Selhab	Algérie	34	Mondli Hlatshwayo	Afrique du Sud
2	Zahia Kacher	Algérie	35	Farrel Hunter	Afrique du Sud
3	Carole Houndjo	Bénin	36	Bevil Lucas	Afrique du Sud
4	Rebecca Lekoko	Botswana	37	Nompumelelo Moyi	Afrique du Sud
5	Georgette Nyambon	Cameroun	38	Derrick Naidoo	Afrique du Sud
6	Le-Ngarhoulem Alladoum	Tchad	39	Vanessa Reynolds	Afrique du Sud
7	Abiy Menkir Gizaw	Éthiopie	40	Irna Senekal	Afrique du Sud
8	Maya Avramovska	Allemagne	41	Lindia Trout	Afrique du Sud
9	Johann Heilmann	Allemagne	42	Salim Vally	Afrique du Sud
10	Esther Hirsch	Allemagne	43	Wilson Chacha	Tanzanie
11	Ruth Sarrazin	Allemagne	44	Frauke Heinze	Tanzanie
12	Dyson Mthawanji	Malawi	45	Ernest Hinju	Tanzanie
13	Merina Phiri	Malawi	46	Blackson Kanukisya	Tanzanie
14	Gerhard Quincke	Malawi	47	Joseph Masonda	Tanzanie
15	Fatoumata Sylla Cise	Mali	48	Michael Mwalupale	Tanzanie
16	Mahamadou Diagne	Mali	49	Michael Ng'umbi	Tanzanie
17	Abdoulaye Konota	Mali	50	Séssévi Amah Ajavon	Togo
18	Martin Westphal	Mali	51	Wakilou Ouro-Oukouro	Togo
19	Said Errakib	Maroc	52	Safouen Alayet	Tunisie
20	Mohamed Mediouni	Maroc	53	Donia Benmiloud	Tunisie
21	Isabel da Silva	Mozambique	54	Karim Chebbi	Tunisie
22	Jose Mucuapa	Mozambique	55	Oumayma Kefi	Tunisie
23	Ali Mamman	Nigéria	56	Chiraz Kilani	Tunisie
24	Britt Baatjes	Afrique du Sud	57	Monia Manai	Tunisie
25	Ivor Baatjes	Afrique du Sud	58	Nouha Mhimdi	Tunisie
26	Eunice Chritianss	Afrique du Sud	59	Neila Rassaa	Tunisie
27	Vumile Danile	Afrique du	60	Twine Bananuka	Ouganda

		Sud			
28	David Diale	Afrique du Sud	61	Robert Jjuuko	Ouganda
29	Lauricha Erasmus	Afrique du Sud	62	Imelda Kyaringabira Engabi	Ouganda
30	Thembisa Futchane	Afrique du Sud	63	Joseph Kifampa	Ouganda
31	Mara Geduld	Afrique du Sud	64	César Kyebakola	Ouganda
32	David Harrington	Afrique du Sud	65	Charles Otim	Ouganda
33	Grischelda Hartman	Afrique du Sud			

# Annexe D : Liens vers les présentations de la conférence

## **L'éducation des adultes et la transition juste**

<https://mojafrica.net/uploads/Documents/Adult-Ed-and-the-Just-Transition.pdf>

## **Centres d'Apprentissage Communautaires en tant que Catalyseurs du Développement Communautaire. a) Un ca d'Ouganda;**

<https://mojafrica.net/uploads/Documents/Contribution-of-CLCs-to-Community-Development-Case-of-Uganda.pdf>

## **La sécurité alimentaire dans un contexte de changement**

<https://mojafrica.net/uploads/Documents/La-sécurité-alimentaire-dans-un-contexte-de-changement.pdf>

---